

Toutefois, la Commission siégeant à Léopoldville comprendra, au lieu des deux membres visés au littéra c) deux membres supplémentaires choisis conformément aux dispositions du littéra b).

Article 189.

Le Président de la République est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour pourvoir à son remplacement en cas d'absence ou d'empêchement.

Ces mesures cesseront de plein droit de produire leurs effets à la date de la prestation de serment du Président élu conformément aux dispositions de l'article 182.

Article 190.

Le terme Congolais prévu aux articles 76 et 112 s'applique aussi bien aux hommes qu'aux femmes.

Toutefois, seuls les électeurs du sexe masculin pourront participer aux élections qui auront lieu pour la première fois après la date de l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Article 191.

La procédure suivie par les assemblées provinciales pour l'élection de leur bureau provisoire et de leur bureau définitif, pour la validation des pouvoirs de leurs membres ainsi que pour la désignation des conseillers provinciaux cooptés, seront réglées par décret-loi aussi longtemps que les assemblées provinciales n'auront pas elles-mêmes réglé ces matières.

Les dispositions de l'article 87 sont applicables mutadis mutandis, aux assemblées provinciales, aussi longtemps que ces dernières n'ont pas réglé la matière.

Article 192.

A dater de l'année budgétaire qui suit celle de l'adoption de la présente Constitution et pendant une période de dix ans, la répartition du produit des droits d'exportation, des droits de consomma-

tion et d'accise et des impôts sur les sociétés prévus au paragraphe 3 de l'article 146 se fera de la manière suivante :

30 à 40 % à la République,

30 à 40 % aux provinces intéressées,

30 à 40 % à répartir entre toutes les provinces.

Article 193.

La part réservée à toutes les provinces est versée à un compte spécial. Elle est destinée à couvrir principalement les dépenses de fonctionnement et éventuellement celles d'investissement.

Elle est répartie entre les provinces suivant notamment la capacité fiscale, les besoins et les nécessités des provinces.

Article 194.

Durant l'année budgétaire en cours, le système de subvention reste d'application.

Article 195.

Jusqu'à ce qu'elle soit constituée conformément aux dispositions de l'article 165, la Cour constitutionnelle comprend sept conseillers dont quatre au moins sont Congolais.

Le Président de la République nomme les membres de la Cour constitutionnelle sur présentation des candidats par la Conférence des gouverneurs.

La Cour élit son président parmi ses membres. Nul ne peut être élu président de la Cour constitutionnelle s'il n'est Congolais, âgé de 40 ans révolus.

Les fonctions de président et de conseiller de la Cour constitutionnelle ne sont pas incompatibles avec celles exercées dans d'autres cours et tribunaux.

Article 196.

En attendant la création de la Cour constitutionnelle, la Cour d'appel de Léopoldville exerce les attributions dévolues par la présente Constitution à la Cour constitutionnelle.

Article 197.

La Cour constitutionnelle sera constituée conformément aux dispositions de l'article 165 dans les douze années qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

La première Cour constitutionnelle composée conformément aux dispositions de l'article 165 comprend quatre membres désignés pour trois ans, quatre membres désignés pour six ans et quatre membres désignés pour neuf ans.

Article 198.

Jusqu'à ce que la Cour suprême de Justice soit légalement instituée :

- 1^o les cours d'appel sont compétentes pour juger les personnes visées aux articles 72 et 109;
- 2^o les procureurs généraux près les cours d'appel sont compétents pour donner l'avis prévu par l'article 124 (alinéa 2).

Article 199.

A dater de l'entrée en vigueur de la présente Constitution, et pendant une période de douze ans, peuvent être nommés conseillers à la Cour des Comptes :

- 1) les personnes visées à l'article 152(alinéa 2) de la Constitution et ayant exercé des fonctions pendant au moins deux ans dans un service financier;
- 2) les titulaires d'un diplôme de six ans post-primaires et d'un diplôme de comptable reconnu par l'Etat et qui ont dirigé pendant au moins deux ans un service financier dans un organisme public ou privé. Les candidats sont tenus, en outre, de pré-

senter un examen d'admission;

- 3) les étrangers qui répondent aux critères prévus à l'article 152 (alinéa 2), dont le nombre ne peut dépasser le tiers de celui des membres de la Cour. Le mandat du conseiller étranger n'est renouvelable que s'il n'y a pas de candidat national répondant aux critères prévus à l'article 152 (alinéa 2).

Les fonctions de président et de vice-président ne peuvent être exercées par un étranger.

Article 200.

Jusqu'à ce qu'il soit constitué conformément aux dispositions de l'article 137, le Conseil de législation comprendra une section centrale établie dans la Capitale et des sections interprovinciales.

Le Conseil sera constitué conformément aux dispositions de l'article 137 dans les dix années qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Dans les provinces au chef-lieu desquelles ne se trouve pas établie une section interprovinciale, les projets de loi ou d'arrêtés des gouverneurs, pourront, dans les cas d'urgence prévus par une loi organique, nationale être pris sans l'avis du Conseil.

Article 201.

A partir de l'entrée en vigueur de la présente Constitution, tout territoire placé sous l'administration d'une province, mais situé géographiquement dans une autre province, cesse, de plein droit, d'être soumis à l'administration de la province où il est actuellement rattaché en vertu des lois qui ont créé les provinces; il relèvera de l'administration de la province où il se trouve géographiquement situé.

Il ne sera plus constitué de telles enclaves dans l'avenir.

Article 202.

En attendant la réorganisation judiciaire qui mettra des magistrats de carrière en place dans tous les cours et tribunaux, les

délits de presse, les délits politiques et les infractions commises à l'occasion des conflits de travail, relèvent de la compétence du tribunal de première instance.

TITRE XV

Dispositions finales.

Article 203.

La loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo et la loi fondamentale du 17 juin 1960 relative aux libertés publiques sont abrogées.

Article 204.

La présente Constitution entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Léopoldville, le 1er août 1964.

J. KASA-VUBU.

Par le Président de la République;

Le Premier Ministre

Moïse TSHOMBE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Godefroid MUNONGO.

Le Ministre de la Justice,

Léon MAMBOLEO.

Léopoldville, le 18 novembre 1964

A : Monsieur A.C. Gilpin, Représentant Résident
De : Roger Richard, Conseiller principal, Section Mines et
Ressources naturelles
Objet : Législation minière -
Réponse au cable du 12 novembre 1964 de M. Miller

Il convient de se rappeler le contexte actuel au Congo :

- 1) Le Ministère actuel est un ministère de transition qui sera remplacé en mars-avril 1965 par un Ministère présumé vraiment représentatif du peuple congolais.
- 2) Il semble que le principal, pour ne pas dire l'unique souci de la plupart des Ministres en général et du Ministre des Mines en particulier réside dans la préparation des élections.

Pour s'en persuader, il n'est besoin que de lire les fréquentes communiqués à la presse (rédigés visiblement à des fins de propagande électorale).
- 3) Il en résulte que cette motivation électorale et politique de toutes les initiatives actuelles crée un climat peu propice à la mise au point et à l'adoption du meilleur code minier nécessaire au Congo.
- 4) Il y a lieu de tenir compte que la loi constitutionnelle elle-même est très critiquée et subira des remaniements importants au cours de l'année 1965.
- 5) Il est fort à craindre que toute législation publiée au cours de cet "interim législatif", et plus que tout autre le code

minier ne soit l'objet de la part du futur parlement, au cours de la prochaine législature, de modifications profondes.

- 6) Dans ces conditions, il paraît sage d'attendre et de connaître la majorité politique du futur Parlement pour entreprendre le siège du futur ministre et le convaincre de faire adopter en conseil des ministres le meilleur. (ou peut-être le moins mauvais) code possible compte tenu de la tendance politique prévalant alors.

Le projet soumis au paraphe du Premier Ministre et à la signature du Président Kasu-Vubu a été mis au point par une commission de douze membres réunie sur l'initiative du précédent Ministre, M. Rudahindwa.

Dans son esprit, elle répondait à trois fins :

- a) faire disparaître de la législation les termes de : Colonie - Gouverneur de la Colonie - Congo Belge - etc;
- b) légaliser l'artisanat de fait, qui n'est actuellement du fait de la législation existante qu'une exploitation clandestine;
- c) surtout se servir de ce code à des fins de publicité électorale.

En réalité la démission collective du précédent cabinet a bouleversé ces prévisions et l'actuel Ministre a repris à son compte les initiatives de son prédécesseur soit :

- a) Colloque minier avec les Ministres Provinciaux des Mines;
- b) Création sur le papier d'un artisanat légal;
- c) création de bureau d'achat du diamant;
- d) Soi-disant modification de la législation minière.

Au texte préparé par M. Rudahindwa, M. Kishwe a essayé d'adjoindre quelques articles, soumettant aux rigueurs de l'article 90 (déchéance pour cause non étude ou non exploitation) les droits miniers détenus en vertu d'une convention particulière.

De même, il a eu l'intention :

- de faire prononcer en bloc la déchéance de tout permis d'exploitation ou concession non exploité;
- de relever substantiellement les taxes de sortie minières.

Il a heureusement, après discussions répétées, compris le danger de telles mesures et le malencontreux effet de contre-propagande produit par une modification unilatérale des conventions passées.

Dans les circonstances actuelles au Congo, compte tenu de l'atmosphère préélectorale, je ne puis assurer que le projet de code ne sera pas signé.

Le serait-il que cela n'empêchera en rien de présenter au futur ministre des Mines pour étude et éventuelle adoption par le Conseil des Ministres le projet de code Legoux - Richard.

Il est souhaitable que le futur Parlement soit assez sage et assez modéré pour adopter une législation propre à favoriser le développement minier au Congo.

A mon avis, il n'était pas désirable que le projet Legoux - Richard soit présenté et adopté par le présent Conseil des Mines; il est plus que probable que toute législation promulguée par le présent Cabinet sera revue et modifiée par le futur Parlement.

Il est beaucoup plus avisé et sage d'attendre cette prochaine législature pour présenter au futur Ministre le projet Legoux - Richard; c'est une question de psychologie.

En passant, je me permets de faire remarquer que nous serions heureux de recevoir les remarques et observations de la Section Mines de New York sur le projet Legoux-Richard.

Dans l'optique ci-dessus, il ne semble pas désirable de faire venir un expert de législation minière avant mai ou juin 1965, car le Parlement ne s'attaquera pas à la modification du Code minier avant début 1966.

M E M O

Compte tenu du caractère transitoire de l'actuel Gouvernement et des modifications probables tant de la Constitution que de l'actuel Code minier à attendre du futur Gouvernement issu du Parlement à élire en février - mars, il semble tout à fait contre-indiqué de pourvoir le poste C.32 avant le mois de juin 1965.

Aussitôt après la désignation du futur ministre des Mines, compte tenu de : ses tendances, ses desiderata, des éventuelles modifications de la loi constitutionnelle, la durée et l'objectif de la mission, la date d'arrivée de l'expert prévu pour le poste C.32, la définition même de la mission sera précisée d'urgence à New York.

En attendant, il serait désirable que le Conseiller principal de la Section Mines Léopoldville reçoive les commentaires de la Section New York sur le texte Legoux-Richard.

Léopoldville, le 18 novembre 1964

A : Monsieur A.C. Gilpin, Représentant Résident
De : Roger Richard, Conseiller principal, Section Mines et
Ressources naturelles
Objet : Législation minière -
Réponse au cable du 12 novembre 1964 de M. Miller

Il semble nécessaire de faire comprendre à New York que le moment est on ne peut plus mal choisi actuellement pour tenter de faire adopter ou modifier un code minier.

Il convient de se rappeler le contexte actuel au Congo :

- 1) Le Ministère actuel est un ministère de transition qui sera remplacé en mars-avril 1965 par un Ministère présumé vraiment représentatif du peuple congolais.
- 2) Il semble que le principal, pour ne pas dire l'unique souci de la plupart des Ministres en général et du Ministre des Mines en particulier réside dans la préparation des élections.

Pour s'en persuader, il n'est besoin que de lire les fréquents communiqués à la presse (rédigés visiblement à des fins de propagande électorale).

- 3) Il en résulte que cette motivation électorale et politique de toutes les initiatives actuelles crée un climat peu propice à la mise au point et à l'adoption du meilleur code minier nécessaire au Congo.
- 4) Il y a lieu de tenir compte que la loi constitutionnelle elle-même est très critiquée et subira des remaniements importants au cours de l'année 1965.
- 5) Il est fort à craindre que toute législation publiée au cours de cet "intérimat législatif", et plus que tout autre le code

minier ne soit l'objet de la part du futur parlement, au cours de la prochaine législature, de modifications profondes.

- 6) Dans ces conditions, il paraît sage d'attendre et de connaître la majorité politique du futur Parlement pour entreprendre le siège du futur ministre et le convaincre de faire adopter en conseil des ministres le meilleur, (ou peut-être le moins mauvais) code possible compte tenu de la tendance politique prévalant alors.

Le projet soumis au paraphe du Premier Ministre et à la signature du Président Kasa-Vubu a été mis au point par une commission de douze membres réunie sur l'initiative du précédent Ministre, M. Rudahindwa.

Dans son esprit, elle répondait à trois fins :

- a) faire disparaître de la législation les termes de : Colonie - Gouverneur de la Colonie - Congo Belge - etc;
- b) légaliser l'artisanat de fait, qui n'est actuellement du fait de la législation existante qu'une exploitation clandestine;
- c) surtout se servir de ce code à des fins de publicité électorale.

En réalité la démission collective du précédent cabinet a bouleversé ces prévisions et l'actuel Ministre a repris à son compte les initiatives de son prédécesseur soit :

- a) Colloque minier avec les Ministres Provinciaux des Mines;
- b) Création sur le papier d'un artisanat légal;
- c) création de bureau d'achat du diamant;
- d) Soi-disant modification de la législation minière.

Au texte préparé par M. Rudahindwa, M. Kishwe a essayé d'adjoindre quelques articles, soumettant aux rigueurs de l'article 90 (déchéance pour cause non étude ou non exploitation) les droits miniers détenus en vertu d'une convention particulière.

De même, il a eu l'intention :

- de faire prononcer en bloc la déchéance de tout permis d'exploitation ou concession non exploité;
- de relever substantiellement les taxes de sorties minières.

Il a heureusement, après discussions répétées, compris le danger de telles mesures et le malencontreux effet de contre-propagande produit par une modification unilatérale des conventions passées.

Dans les circonstances actuelles au Congo, compte tenu de l'atmosphère préélectorale, je ne puis assurer que le projet de code ne sera pas signé.

Le serait-il que cela n'empêchera en rien de présenter au futur ministre des Mines pour étude et éventuelle adoption par le Conseil des Ministres le projet de code Legoux - Richard.

Il est souhaitable que le futur Parlement soit assez sage et assez modéré pour adopter une législation propre à favoriser le développement minier au Congo.

A mon avis, il n'était pas désirable que le projet Legoux - Richard soit présenté et adopté par le présent Conseil des Mines. Il est plus que probable que toute législation promulguée par le présent Cabinet sera revue et modifiée par le futur Parlement.

Il est beaucoup plus avisé et sage d'attendre cette prochaine législature pour présenter au futur Ministre le projet Legoux - Richard; c'est une question de psychologie.

En passant, je me permets de faire remarquer que nous serions heureux de recevoir les remarques et observations de la Section Mines de New York sur le projet Legoux-Richard.

Dans l'optique ci-dessus, il ne semble pas désirable de faire venir un expert de législation minière avant mai ou juin 1965, car le Parlement ne s'attaquera pas à la modification du Code minier avant début 1966.

Je pense que la Section de New York sera d'autant plus d'accord pour réaliser cette économie qu'elle m'a en son temps reproché d'avoir consacré 3 mois à la mise en français du projet Ross (alors que j'y avais consacré 3 semaines).

Sur le vu de cet exposé, je vous propose donc de répondre à M. Miller par le mémo suivant :

A large, stylized handwritten signature in blue ink, which appears to be "E. Legoux", is written over the bottom portion of the typed text. The signature is fluid and somewhat cursive, with a long horizontal stroke extending to the left.

M E M O

Compte tenu du caractère transitoire de l'actuel Gouvernement et des modifications probables tant de la Constitution que de l'actuel Code minier à attendre du futur Gouvernement issu du Parlement à élire en février - mars, il semble tout à fait contre-indiqué de pourvoir le poste C.32 avant le mois de juin 1965.

Aussitôt après la désignation du futur ministre des Mines, compte tenu de : ses tendances, ses desiderata, des éventuelles modifications de la loi constitutionnelle, la durée et l'objectif de la mission, la date d'arrivée de l'expert prévu pour le poste C.32, la définition même de la mission sera précisée d'urgence à New York.

En attendant, il serait désirable que le Conseiller principal de la Section Mines Léopoldville reçoive les commentaires de la Section New York sur le texte Legoux-Richard.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'R' with a horizontal line through it, and a smaller 'L' or 'P' to its left.

D/YFG.

Annex 70.01

REPUBLIQUE DU CONGO

GOUVERNEMENT CENTRAL

MINISTERE DES TERRES-MINES & ENERGIE

DECRET-LOI N° _____ DU _____
PORTANT LEGISLATION GENERALE SUR LES MINES
RAPPORT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO.

Monsieur le Président,

La Constitution dispose que la législation économique, y compris les lois concernant les mines, minéraux et huiles minérales, l'industrie, les sources d'énergie et la conservation des ressources naturelles, est de la compétence exclusive de la République. La même Constitution attribue exclusivement aux provinces l'octroi des concessions sur les mines. Ces dispositions ne s'écartent pas de celles qui furent instaurées par la loi fondamentale du 19 mai 1960, abrogée.

Le présent projet poursuit des buts limités. Sans toucher aux principes de l'ancienne législation (décret du 24 septembre 1937), il adapte ceux-ci aux structures actuelles du Pays en précisant les attributions respectives des autorités provinciales et centrales. La numérotation même des articles du texte ancien a été reprise dans sa quasi intégralité.

Il a cependant été ajouté un article 89 bis qui instaure au profit des nationaux, un permis d'exploitation dite "artisanale". Ce permis peut être obtenu par une procédure très simplifiée.

Enfin, le montant des cautionnements et des droits fixes a été raisonnablement relevé.

LE MINISTRE DES TERRES-MINES & ENERGIE,

A. K I S H W E.

DECRET-LOI N° _____ DU _____
PORTANT LEGISLATION GENERALE SUR LES MINES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution, spécialement en son article 183;
Revu le décret du 24 septembre 1937 portant législation générale sur les mines;
Sur la proposition du Ministre des Terres, Mines et Energie;
Le Conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

TITRE I

Principes généraux

Article 1.

Les mines constituent une propriété distincte de la propriété du sol et appartiennent à l'Etat.

Article 2.

Sont considérés comme mines les gisements qui comprennent :

- 1° des substances minérales utilisables par leur teneur en métaux et les terres rares;
- 2° des substances utilisables par leur teneur en soufre ou en phosphore;
- 3° du charbon et du lignite;
- 4° du sel gemme, des sels métalliques, des sources salines;
- 5° de l'amiante et du mica;
- 6° du diamant et d'autres pierres précieuses;
- 7° des hydrocarbures solides, liquides ou gazeux.

Article 3.

Ne sont pas considérés comme mines les gisements formés des substances ci-après : la tourbe, les ardoises, les grès, les pierres à bâtir, les marbres, les granites, les pierres à chaux, les pierres à plâtre, le gypse, les pouzzolanes, le trass, les basaltes, les laves, les marnes, les craies, les silex, les argiles, le kaolin, les terres à foulon, les terres à poterie, le copal fossile.

Article 4.

Nul ne peut exploiter une mine si ce n'est en vertu d'une concession accordée par l'Etat.

Les indigènes peuvent, sans acte de concession, continuer l'exploitation de leurs mines dans les conditions où elle se pratiquait à la date du 1er janvier 1938. Ils ne peuvent céder cette exploitation qu'à l'Etat.

Article 5.

Les concessions de mines sont accordées en vertu de conventions ou en vertu de permis.

Article 6.

Toutes les concessions de mines accordées avant la mise en vigueur du présent décret-loi sont soumises à ses dispositions dans la mesure où ces dernières ne dérogent pas aux droits concédés et sous réserve de ce qui est dit à l'article 90.

Les concessions accordées après la mise en vigueur de la présente loi seront régies par celle-ci dans la mesure où les conventions qui les accordent n'y dérogent pas.

Article 7.

Toutes les conventions, actes de concession ou d'approbation ainsi que tous autres actes passés ou accomplis conformément aux prescriptions légales, avant l'entrée en vigueur du présent décret-loi, continueront à sortir valablement leurs pleins effets après cette date.

TITRE II

CHAPITRE I

Concessions accordées par voie de convention.

Article 8.

Les concessions minières faisant l'objet d'une convention sont accordées par une loi provinciale.

Toutes les stipulations de la convention qui ne sont pas la concession proprement dite, sont de la compétence du pouvoir exécutif central.

CHAPITRE II

Concessions accordées en vertu de permis.

Paragr. I. - Régions ouvertes aux recherches.

Article 9.

Les régions où la recherche des mines est autorisée à tous en vertu de permis sont déterminées par une loi provinciale.

Paragr. 2. - Du permis général de recherches.

Article 10.

La recherche des mines est subordonnée à l'octroi d'un permis général de recherches.

Article 11.

Peuvent obtenir des permis généraux de recherches :

1^o les nationaux et les étrangers immatriculés au Congo;

2^o les sociétés civiles à but lucratif et les sociétés commerciales, à condition qu'elles aient été fondées sous le régime des lois congolaises ou qu'elles aient rempli les

formalités requises pour établir au Congo un siège d'opérations.

Les permis généraux de recherches ne peuvent être demandés que par une seule personne ou une seule société.

Article 12.

Les sociétés ou personnes privées doivent munir d'un permis général de recherches toute personne s'occupant pour leur compte, soit de rechercher les mines, soit de demander des permis spéciaux, soit de remplir des formalités de délimitation.

La disposition de l'alinéa précédent n'est pas applicable aux sociétés ou personnes privées bénéficiaires d'une convention approuvée par une loi provinciale, à moins que ladite convention n'en dispose autrement.

Tout permis général de recherches sera, sous peine de suspension immédiate, visé par le Chef de l'arrondissement, dans le ressort duquel s'exerce l'activité de son titulaire, ou par son délégué, au début et à la fin de cette activité, et au moins une fois tous les six mois.

Article 13.

La demande de permis général de recherches est adressée par écrit au conservateur des titres fonciers.

Si elle est introduite par une personne physique, la demande contient :

- 1^o les nom, prénoms, qualité et domicile de l'exposant;
- 2^o la date et le lieu de son immatriculation s'il échet;
- 3^o le cas échéant, les noms et domicile du prospecteur auquel doit servir de permis, ainsi que la date et le lieu de son immatriculation s'il échet.

Si elle est introduite par une société, la demande mentionne :

- 1^o la raison ou dénomination sociale et le siège social ou le siège d'opérations;
- 2^o le dépôt prescrit par l'article 2 ou l'article 9 du décret du 27 février 1887;
- 3^o les nom, prénoms et domicile du prospecteur, ainsi que la date et le lieu de son immatriculation s'il échet.

Toute demande de permis général contient, en outre, élection de domicile dans le ressort du conservateur des titres fonciers.

Le conservateur des titres fonciers notifie au domicile élu tous les actes relatifs à l'exécution de la présente loi.

Il exige une pièce officielle d'identité; il peut, en outre, exiger la preuve du dépôt dont il est question au 2^o ci-dessus.

Le conservateur des titres fonciers exige également du demandeur d'un permis général de recherches :

- a) la preuve qu'il dispose de moyens suffisants d'existence;
- b) le dépôt d'un cautionnement de 200.000,- Fr, qui peut être remplacé par une garantie donnée par un des organismes agréés au préalable à ces fins;
- c) un document lui donnant toutes garanties quant à la moralité du prospecteur.

Article 14.

Le permis général est délivré par le conservateur des titres fonciers.

Chaque permis donne lieu au paiement d'une somme de 5.000,- Fr et est valable pendant deux ans.

Le permis, daté et signé, reproduit les mentions que doit contenir la demande et constate que les documents et preuves exigés en vertu de l'article précédent ont été produits.

Sur décision motivée du Gouverneur de province ou de son délégué, le permis sera retiré par le conservateur des titres fonciers.

Le retrait du permis sort ses effets dans les 8 jours francs à dater de la présentation au titulaire de la lettre recommandée notifiant le retrait. La redevance payée restera acquise.

Dans le mois à dater du retrait du permis, un recours est ouvert auprès du Ministre du Gouvernement Central qui a les titres fonciers et miniers dans ses attributions. Il ne suspend pas cette décision. Le Ministre statuera sans retard.

Article 15.

Sous les réserves stipulées aux articles 16 à 20, le titulaire d'un permis général peut faire à la surface du sol tous les travaux nécessaires aux recherches minières, tels qu'excavations, tranchées, puits, galeries, sondages, etc...

Article 16.

1^o Tous les travaux de recherches sont interdits :

- a) dans les terrains fermés aux recherches en vertu d'un acte législatif;
- b) dans les terrains situés à la surface d'une concession minière conférant à des tiers, soit un droit de recherches dérivant d'un permis spécial, soit un droit exclusif de recherches accordé par convention pour toutes les substances concessibles, soit un droit d'exploitation pour une substance concessible;

Les titulaires d'un permis spécial ou d'un permis d'exploitation peuvent rechercher dans leur concession d'autres substances que celles visées par leur permis, pour autant qu'ils se munissent de permis généraux de recherches ou y soient autorisés par convention.

- c) dans les terrains faisant l'objet d'une demande de permis spécial;

2^o Les travaux de recherches sont interdits, sauf avec l'autorisation des autorités prévues à l'article 17 :

- a) dans le périmètre des circonscriptions urbaines ou des localités y assimilées;
- b) sur la voie publique et dans les terrains qui la bordent à moins de 20 mètres;
- c) dans les terrains appartenant à l'Etat et occupés d'une manière effective par le Gouvernement;
- d) dans les terrains occupés par des villages, des cultures ou des exploitations minières des indigènes.

3^o Les travaux de recherches sont interdits, sauf accord préalable avec tous les ayants droit :

- a) dans les terrains sur lesquels des tiers possèdent des droits de propriété ou de jouissance;
- b) dans les terrains distants de moins de 50 mètres d'une construction en matériaux durs : pierres, briques, béton, ou d'un chantier d'exploitation.

Toutefois, à défaut de consentement des ayants droit, les travaux de recherches pourront être autorisés par les autorités prévues à l'article 17.

Article 17.

Les autorisations prévues à l'article précédent font l'objet d'une demande écrite qui mentionne les nom, prénoms de l'exposant et le numéro de son permis, ou la date de la convention.

Elles sont accordées par le Gouverneur de province ou son délégué, les intéressés ayant été préalablement entendus.

La demande doit être accompagnée d'un plan de la surface, à l'échelle de 1/5.000, indiquant les clôtures, les bâtiments, les limites des propriétés ainsi que les limites des terrains sur lesquels l'exposant se propose d'effectuer les travaux de recherches.

Le Gouverneur de province ou son délégué peut exiger des plans à une échelle plus grande et des indications plus complètes et plus précises.

L'autorisation est donnée par écrit.

Les autorités pourront subordonner leur autorisation aux autres conditions qu'elles jugeront utiles.

Article 18.

Si les dommages sont prévus, l'autorisation est subordonnée au paiement préalable d'une somme que déterminera le Gouverneur de province ou son délégué après avoir entendu les intéressés; cette somme sera équivalente au dommage probable d'un cinquième.

Au cas où les dommages viendraient à dépasser la somme payée en principal, le titulaire du permis général sera tenu de verser un complément d'indemnité représentant le dommage complémentaire probable augmenté d'un cinquième; ces sommes seront déterminées par le Gouverneur de province ou son délégué.

Le bénéficiaire de l'indemnité pourra, en ce cas, demander aux autorités de suspendre l'autorisation jusqu'au paiement des indemnités.

Article 19.

Sur les terrains occupés par les indigènes suivant le droit coutumier, conformément à ce qui est dit à l'article 16, les travaux sont autorisés par le Gouverneur de province ou son délégué qui, après avoir entendu les chefs indigènes, fixe l'indemnité préalable due par le titulaire du permis et en surveille la répartition. Le montant de l'indemnité est déterminé conformément à l'article 18.

Article 20.

Lorsque l'occupation du terrain prive le propriétaire ou l'occupant de la jouissance du fonds au delà d'une année, ou lorsqu'après les travaux le terrain n'est plus propre à l'usage auquel il était destiné, le propriétaire du sol peut exiger du titulaire du permis ou de la convention de recherches l'acquisition de ce terrain.

Sauf accord avec les intéressés, le dernier cité paiera la valeur au moment de l'occupation, augmentée d'un cinquième, sans préjudice aux autres indemnités destinées à réparer le dommage causé antérieurement à l'achat du terrain.

La superficie du terrain à acquérir ainsi que les sommes revenant aux propriétaires et aux occupants sont, en cas de désaccord, fixées par les tribunaux sans que, durant l'instance, le titulaire du permis de recherches soit tenu de suspendre ses travaux.

Paragr. 3. - Du permis spécial de recherches.

Article 21.

Sous les conditions stipulées aux articles 22 et 23, le titulaire d'un permis général qui découvre les indices de richesses minières peut acquérir le droit exclusif de recherche dans un polygone ayant la forme d'un carré dont les côtés sont orientés suivant les directions Nord-Sud et Est-Ouest vrais; les côtés du carré ont une longueur de deux kilomètres. Si le carré empiète pour partie sur un terrain réservé ou interdit aux recherches en vertu de l'article 16, 1^o, il sera réduit d'autant.

Article 22.

Pour obtenir le droit exclusif de recherches, le titulaire du permis général doit, avant tout autre titulaire d'un tel permis, occuper de la manière décrite à l'article suivant le terrain du carré à réserver.

Article 23.

L'occupation est effectuée en plantant au centre du carré à réserver, un poteau-signal, portant un écriteau qui mentionne :

- 1º le nom donné au carré par l'occupant;
- 2º les nom, prénoms, qualité et domicile de l'occupant ou la dénomination sociale et le siège social ou le siège d'opérations de la société occupante;
- 3º le cas échéant, le nom du prospecteur agissant;
- 4º le numéro du permis général;
- 5º la date de l'occupation;
- 6º l'indication de la substance ou des indices de substances découverts.

Même lorsque, par suite de l'existence de concessions voisines le carré sera réduit, le poteau-signal devra toujours être placé dans des terrains qui étaient ouverts aux prospections du demandeur et sur lesquels le poteau-signal confère des droits exclusifs de recherches.

Article 24.

L'occupant adressera par écrit au conservateur des titres fonciers une demande de permis spécial de recherches.

La demande contiendra :

- 1º le nom donné au carré;
- 2º les nom, prénoms, qualité et domicile de l'occupant, la raison sociale ou la dénomination sociale et le siège social ou le siège d'opérations;
- 3º le cas échéant, les nom, prénoms et domicile du prospecteur agissant;
- 4º le numéro du permis général;
- 5º la situation du poteau-signal rapporté à un ou plusieurs repères situés à proximité. Ces repères doivent être des points fixes et remarquables du sol rattachés à des points figurant sur la carte officielle. Le demandeur joindra à sa demande un extrait de la carte officielle en y marquant, aussi exactement que le permettra l'échelle, l'endroit où se trouve le poteau-signal;
- 6º l'indication de la substance ou des indices de substances découverts et sur lesquels porteront ses recherches et travaux;
- 7º l'accomplissement des formalités requises par l'article 23 et la date de l'occupation;
- 8º le cas échéant, les nom, prénoms et domicile des personnes témoins de l'occupation.

Un croquis du terrain à l'échelle du 1/20.000e sera joint; il indiquera le centre et les côtés du carré, la direction du Nord vrai, les cours d'eau et les côtés du carré, la direction de leur courant et le nom de la rivière ou du fleuve dont ils sont affluents, et les points de repère remarquables du sol qui existent à l'intérieur du carré.

La demande doit être accompagnée du montant de la somme de 5.000,- Fr exigée pour le permis spécial.

Article 25.

La demande de permis spécial peut être valablement introduite, au nom de l'occupant, par le prospecteur mentionné dans le permis général.

Article 26.

Pour être valable, la demande de permis spécial doit être introduite dans les soixante jours de l'occupation du carré à réserver.

Article 27.

Toute demande de permis spécial est inscrite, par le conservateur des titres fonciers, sur un registre spécial, à la date et à l'heure de sa réception au bureau.

Il en est délivré récépissé.

Le registre peut être consulté sans frais par tout requérant.

Le conservateur des titres fonciers dispose de trois jours ouvrables francs pour vérifier la régularité de la demande. Dès l'expiration de ce délai, il adresse un avis au demandeur pour lui signaler si sa demande est régulière. Mention de cet avis est portée sur le registre.

Article 28.

Le demandeur avisé que sa demande est irrégulière peut contester la décision du conservateur en s'adressant aux tribunaux dans le délai de soixante jours à dater de l'envoi de l'avis par le conservateur. En ce cas, il mettra en cause l'Etat dans la personne du conservateur.

Les terrains faisant l'objet de la demande seront fermés à toutes recherches jusqu'au moment où le jugement sera passé en force de chose jugée.

Article 29.

Dès que le délai de trois jours ouvrables francs, prévu à l'article 27 est écoulé, ou dès que le jugement intervenu conformément à l'article 28 est passé en force de chose jugée, le conservateur des titres fonciers fait afficher à l'entrée de ses bureaux les demandes admises comme régulières.

Elles restent affichées pendant un délai de quatre-vingt-dix jours. Mention de l'accomplissement de cette formalité est faite dans le registre.

Article 30.

Pendant toute la durée de l'affichage, le conservateur des titres fonciers reçoit les oppositions qui lui sont notifiées par écrit.

Article 31.

Sont reçu à former opposition à la demande affichée :

1^o le titulaire d'un permis général, s'il soutient avoir acquis sur la totalité ou une partie du carré affiché un droit d'occupation régulière antérieur à celui qui est invoqué dans la demande;

Nul ne sera admis à invoquer une occupation remontant à plus de 60 jours avant la date de son opposition.

2^o le titulaire d'un permis spécial s'il soutient que le carré affiché empiète sur le terrain qui lui est réservé;

3^o le titulaire d'un permis d'exploitation, s'il soutient que le carré affiché empiète sur son périmètre d'exploitation;

4^o le concessionnaire qui soutient que le carré affiché empiète sur les terrains qui lui sont réservés pour la recherche de toutes les substances concessibles ou pour l'exploitation d'une substance, en vertu d'une convention conclue avec l'Etat.

Article 32.

Toute opposition doit mentionner les nom, prénoms et domicile de l'opposant ou la raison ou dénomination sociale et le siège social ou siège d'opérations de la société opposante, exposer les faits servant de

base à l'opposition et contenir élection de domicile dans le ressort du conservateur des titres fonciers.

Celui-ci et les parties intéressées signifient au domicile élu tous les actes consécutifs à l'opposition.

L'opposition mentionnera, en outre, suivant les cas :

- 1^o la date de l'occupation invoquée et l'accomplissement des formalités indiquées à l'article 23;
- 2^o le numéro du permis spécial, ou du permis général, ou du permis d'exploitation;
- 3^o la date de la convention conclue avec l'Etat.

Copie de l'opposition est envoyée par l'opposant sous pli recommandé aux intéressés.

Article 33.

Toute opposition régulière est inscrite, par le conservateur des titres fonciers, sur le registre, à la date et à l'heure de sa réception au bureau du conservateur qui en délivre récépissé.

Article 34.

Si l'opposition ne répond pas aux conditions stipulées par l'article 32, le conservateur des titres fonciers refuse l'inscription au registre. Il en avertit l'opposant immédiatement et par écrit.

Article 35.

L'opposant doit, dans les soixante jours de l'inscription porter le litige devant les tribunaux et justifier de cette diligence en signifiant au conservateur des titres fonciers copie de l'exploit d'assignation. S'il ne satisfait pas à cette double obligation, son opposition est non avenue.

Article 36.

Lorsque l'opposition est basée sur le 1^o de l'article 31, le tribunal, s'il estime que l'opposant a occupé antérieurement au défendeur le carré contesté, déclare l'opposition fondée et condamne le défendeur aux dépens.

Si le tribunal estime que l'occupation antérieure a porté sur une partie du carré réservé, il détermine celle-ci dans son jugement, déclare l'opposition fondée pour cette partie et répartit les dépens suivant les circonstances de la cause.

Article 37.

Lorsque l'opposition est basée sur le 2º, 3º ou 4º de l'article 31, le tribunal déclare l'opposition fondée et condamne le défendeur aux dépens s'il estime que le carré contesté est compris dans les terrains que l'article 31, 2º, 3º et 4º a pour objet de protéger.

Si le tribunal estime que le carré contesté empiète pour partie sur ces terrains, il détermine cette partie dans son jugement, déclare l'opposition fondée en ce qui la concerne et statue sur les dépens suivant les circonstances de la cause.

Article 38.

Si, après l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours fixé par l'article 29, aucune opposition n'est inscrite au registre, ou si l'opposant reste en défaut de notifier dans les soixante jours de l'inscription l'exploit d'assignation, le conservateur des titres fonciers délivre le permis spécial.

Le permis spécial est également délivré au requérant si les opposants sont déboutés de leur opposition par un jugement passé en force de chose jugée.

Article 39.

Si une opposition est déclarée recevable, le permis spécial est refusé ou délivré pour partie suivant la teneur du jugement passé en force de chose jugée.

Article 40.

Doivent être signifiés au conservateur des titres fonciers à la requête des parties intéressées :

- 1º l'expédition des jugements statuant sur une opposition introduite contre une demande de permis spécial;

2º l'exploit de signification faisant courir les délais d'opposition, ou d'appel;

3º les actes d'opposition ou d'appel.

Les jugements sont considérés comme ayant acquis force de chose jugée si, dans le mois qui suit l'expiration du délai d'opposition ou d'appel, cette opposition ou cet appel n'a pas été signifié au conservateur des titres fonciers.

Article 41.

L'article 27 de l'ordonnance du 14 mai 1886, approuvée par le décret du 12 novembre 1886, n'est pas applicable dans les instances relatives aux oppositions introduites contre les demandes de permis spécial.

Article 42.

A l'expiration du délai d'affichage, même en l'absence de toute opposition, le conservateur des titres fonciers refuse le permis spécial ou ne l'accorde que pour une partie du carré, dans tous les cas où il est d'avis que le carré comprend en tout ou en partie des terrains sur lesquels les recherches sont interdites aux termes de l'article 16, 1º;

Il refuse également le permis demandé s'il est établi que le requérant n'a pas occupé le terrain faisant l'objet de la demande en se conformant à l'article 24 ou que les renseignements fournis sont faux ou erronés.

Article 43.

Si le permis spécial est refusé en tout ou en partie, en vertu de l'article 42 le conservateur des titres fonciers signifie au requérant sa décision motivée.

Cette décision fait connaître, le cas échéant, soit le numéro et le titulaire du permis spécial ou du permis d'exploitation, soit la date et le bénéficiaire de la convention.

Article 44.

Le requérant peut, dans le mois de la signification, saisir les tribunaux en mettant en cause l'Etat dans la personne du conservateur des titres fonciers et le titulaire du permis spécial, ou du permis d'exploitation ou de la convention.

S'il reste en défaut de le faire, la demande de permis sera définitivement écartée.

Article 45.

Le tribunal saisi de la demande intentée en vertu de l'article 44 examine la réalité de l'occupation, la régularité de la demande ou si les terrains du carré à réserver se confondent ou non, pour tout ou pour partie, avec ceux sur lesquels les recherches sont interdites ou sur lesquels existent des droits exclusifs de recherche ou d'exploitation au profit des titulaires mis en cause.

Article 46.

Le permis spécial sera ensuite accordé, refusé ou accordé pour partie, suivant qu'il aura été statué par un jugement passé en force de chose jugée.

Article 47.

Toute demande de permis spécial peut être retirée, la somme versée sera remboursée, déduction faite de 1.500 francs pour les frais.

Article 48.

Le permis spécial est délivré par le conservateur des titres fonciers.

Le permis daté et signé reproduit les indications topographiques exigées en vertu de l'article 24.

Sa durée est de deux ans, à dater de la délivrance.

Article 49.

Le poteau-signal et l'écriteau prévus à l'article 23 doivent être entretenus en bon état par les soins du requérant ou du titulaire du permis durant la validité du permis spécial et de ses renouvellements.

Le conservateur des titres fonciers peut, à tout moment et après avoir convoqué le requérant ou le titulaire du permis ou son délégué, faire procéder à la vérification officielle du poteau-signal par les agents du Cadastre.

Il peut le faire remplacer aux frais de l'intéressé suivant les indications topographiques mentionnées dans la demande ou le permis.

Il en est dressé procès-verbal.

Article 50.

Le permis spécial peut être renouvelé trois fois pour deux ans, chaque fois par le conservateur des titres fonciers. Les demandes de renouvellement doivent lui parvenir avant l'expiration du permis à renouveler.

Le coût du premier renouvellement est de 9.000,- Fr, celui du deuxième de 18.000,- Fr, celui du troisième de 36.000,- Fr.

La somme doit être jointe à la demande.

Article 51.

Les demandes de renouvellement devront être introduites au moins 3 mois avant la date d'expiration du permis en cours.

Les deuxième et troisième renouvellement du permis spécial ne seront accordés que si le titulaire possède les capacités nécessaires pour poursuivre utilement les travaux de prospection.

Pour obtenir le troisième renouvellement, le titulaire devra, en outre, fournir la preuve qu'il a effectué des travaux destinés à faire connaître l'existence d'un gisement et son étendue.

Aux fins d'administrer cette preuve, il devra remettre au conservateur des titres fonciers, en même temps que la demande de renouvellement :

- 1° un plan à l'échelle de 1/20.000 indiquant le polygone de recherches, l'emplacement des travaux effectués, ainsi que l'étendue du gisement qu'il aurait éventuellement reconnu;
- 2° un relevé des travaux effectués établissant que le demandeur a exécuté dans le carré des travaux de recherches ayant coûté une somme de 60.000,- Fr. au minimum;

3º l'indication des teneurs constatées;

4º la nature et l'allure des terrains encaissants.

Il pourra être tenu compte, pour le renouvellement du permis, des travaux de recherches que le titulaire du permis aurait exécutés au-delà des prescriptions minima précitées dans des polygones peu éloignés, lorsque ces travaux peuvent apporter des renseignements utiles sur ceux dont le renouvellement est demandé.

Il sera tenu compte des dépenses faites en recherches, même lorsqu'elles n'ont pas encore donné de résultats probants.

Le Service des Mines appréciera si les capacités du titulaire du permis spécial et les travaux qu'il a effectués justifient l'octroi du deuxième ou du troisième renouvellement.

Article 52.

Le permis spécial est renouvelé par le conservateur des titres fonciers sous réserve d'approbation par le Gouverneur de province. La décision de celui-ci devient définitive si elle n'a pas été réformée, avec motifs à l'appui, par le Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions dans le délai de trois mois.

Si l'approbation est refusée, le permis est de plein droit annulé.

La somme payée par le titulaire du permis pour les frais renouvelés lui est remboursée, mais il n'a droit à aucune indemnité.

Article 53.

Le permis peut être annulé par les tribunaux lorsqu'il a été accordé sans que le demandeur ait occupé le terrain conformément à l'article 23 et appartient encore au demandeur.

L'annulation doit être demandée dans les deux ans qui suivent l'octroi du permis. Elle entraînera l'annulation du permis renouvelé, au cours de l'instance.

Les sommes payées pour l'octroi du permis ou son renouvellement resteront acquises à l'Etat.

Article 54.

Le titulaire d'un permis spécial de recherches jouit des droits suivants :

A.- Dans le carré réservé à ses prospections :

- 1^o le droit exclusif de faire des travaux de recherches minières sous les réserves prévues aux articles 16 à 20;
- 2^o le droit d'établir des voies d'accès, d'ériger des constructions, d'utiliser l'eau des cours d'eau non navigables, ni flottables et, à cette fin, de creuser des canalisations;
- 3^o le droit de faire pâturer des bêtes de somme et de trait et de couper du bois dans les terrains appartenant à l'Etat et non occupés par le Gouvernement, ni concédés à des tiers.

B. Hors du carré, il pourra établir des voies d'accès.

Article 55.

Les droits repris à l'article 54, sous le A, 1^o et 2^o et sous le B., ne pourront s'exercer dans les terrains repris à l'article 16, 2^o, sans l'autorisation des autorités; dans les **terrains** repris à l'article 16, 3^o, sans l'autorisation des ayants droit ou, à défaut de cette dernière, sans celle des autorités, dans la mesure où celles-ci peuvent la donner, en vertu de l'article 16.

Les autorités pourront, à tout moment, subordonner leur autorisation aux conditions qu'elles jugeront utiles.

Les droits dérivant de l'article 54 ne pourront s'exercer que dans la mesure nécessaire aux travaux de recherches.

La demande et l'octroi des autorisations ainsi que les indemnités à payer seront régies par les articles 17, 19 et 20.

Article 56.

Les droits découlant du permis spécial de recherches constituent une servitude légale d'intérêt public. Il ne peut y être porté atteinte par l'octroi subséquent de droits de recherche ou d'exploitation.

Les travaux exécutés en vertu de cette servitude doivent être respectés par le propriétaire du sol ou ses ayants droit; ceux-ci peuvent utiliser le sol aussi longtemps qu'il n'est pas occupé par ces travaux.

Article 57.

Le permis spécial de recherches peut être cédé, avec l'autorisation du Gouverneur de province, à toute personne ou société se trouvant dans les conditions prévues à l'article 11. Le permis ne peut être cédé qu'en totalité et à un seul cessionnaire.

L'aliénation fait l'objet d'un acte authentique.

Quiconque demande l'autorisation de céder son permis prend, par là-même, envers l'Etat, les mêmes engagements que ceux qui sont prévus par l'article 74, littera B.

La demande de mutation doit être adressée au conservateur des titres fonciers, accompagnée du permis à transférer, d'une expédition du contrat d'aliénation et de l'acte d'autorisation.

La mutation n'existe que par l'inscription du contrat sur les registres tenus par le conservateur des titres fonciers. Cette inscription est reproduite au verso du permis transféré.

La cession donne lieu à la perception d'un droit de mutation égal à 6 % de la valeur du carré, du matériel et des installations. Le Service des Mines sera obligatoirement consulté pour établir cette évaluation.

Article 58.

En cas de perte ou de destruction de son permis, le concessionnaire peut en réclamer un nouveau à la charge de rendre vraisemblable la perte ou la destruction qu'il allègue.

Sa requête doit être faite par écrit et contenir l'engagement qu'il sera responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau permis pourra avoir à l'égard de tiers.

Le conservateur apprécie les faits exposés.

Si l'identité de l'impétrant avec la personne désignée comme titulaire aux livres miniers ne lui paraît pas certaines, il exige une attestation d'identité émanée d'un magistrat ou fonctionnaire de l'Etat. Le nouveau permis est exactement conforme à l'ancien tel qu'il figure aux livres miniers.

Il est dressé aux livres miniers et délivré au concessionnaire avec renvoi au folio du permis antérieur et mention de la cause pour laquelle il est délivré, ainsi que de l'engagement pris par le concessionnaire. L'ancien permis est annulé aux livres miniers au moyen d'un timbre d'annulation et d'une notation indiquant les motifs de l'annulation ainsi que la date et le numéro du nouveau permis.

Ces inscriptions seront datées, scellées et signées par le conservateur.

Article 59.

Le titulaire du permis spécial qui laisse périmer le permis est déchu de tous ses droits. Il répond des dommages éventuels à résulter de son abandon.

Article 60.

En cas de décès du titulaire d'un permis spécial, les droits dérivant de celui-ci ne peuvent être attribués qu'à un seul héritier ou légataire. La mutation ne s'opère qu'en vertu d'une ordonnance du juge du tribunal de 1ère Instance de la situation de la concession de recherches.

Cette ordonnance est rendue conformément à la procédure établie pour la mutation par décès des propriétés immobilières.

Dans le délai d'un an, à dater du décès, les héritiers ou légataires doivent notifier par écrit au conservateur des titres fonciers qu'ils entendent reprendre le permis pour leur compte et désigner celui d'entre eux auquel ils désirent que le permis soit attribué. Dans le même délai, ils doivent notifier au conservateur des titres fonciers la requête introduite par eux auprès du juge du tribunal de 1ère Instance. S'ils restent en défaut de remplir ces formalités, le carré est considéré comme délaissé.

La durée du permis est suspendue jusqu'à la date de l'ordonnance d'investiture, ou dans l'hypothèse prévue au 30 alinéa ci-dessus, jusqu'à la fin du délai d'un an.

Article 60 bis.

Par dérogation aux dispositions des alinéas 3 et 4 de l'article 60 ci-dessus, lorsque tous les héritiers ou légataires ne résident pas dans la République du Congo ou dans un pays limitrophe, le Ministre du Gouvernement Central qui a les titres fonciers dans ses attributions pourra, soit d'office, soit sur requête d'un héritier ou légataire, proroger le délai fixé à l'alinéa 3 de l'article précédent. Cette prorogation sera accordée par arrêté. En ce cas, la durée du permis est suspendue jusqu'à la fin du délai accordé par le Ministre.

Article 61.

Le titulaire d'un droit exclusif de recherches peut être autorisé par le conservateur des titres fonciers, sur avis favorable du Service des Mines :

- a) à disposer du produit de ses recherches;

- b) à effectuer les travaux nécessaires pour étudier les conditions d'exploitation des gisements et à disposer des produits extraits au cours de ses travaux.

Le bénéficiaire de l'autorisation prévue au parag. b) sera tenu de payer, suivant le tarif établi pour les concessions des mines, le loyer du sol occupé, ainsi que les redevances sur les coupes de bois.

Les autorisations prévues ci-dessus seront subordonnées au paiement d'une redevance de 10 % de la valeur des produits extraits et situés sur le carreau de la mine. Le mode de calcul et la base de la perception de cette redevance sont réglés dans chaque cas particulier par le conservateur des titres fonciers, après consultation du Service des Mines.

Article 62.

A l'expiration du droit exclusif de recherche, soit dans un carré réservé conformément à la présente loi, soit dans des terrains réservés en vertu d'une convention conclue avec l'Etat, les terrains délaissés sont interdits aux recherches minières jusqu'à avis contraire du conservateur des titres fonciers. Cet avis sera affiché dans la forme prescrite à l'article 29.

Tous les travaux miniers exécutés dans un carré périmé, les constructions et les produits se trouvant dans le carré sont acquis de plein droit à l'Etat.

Paragr. 4. - Du permis d'exploitation.

Article 63.

Sauf dans les cas prévus à l'article 4, alinéa 2, nul ne peut extraire les substances énumérées à l'article 2, sans être muni d'un permis d'exploitation.

Le permis d'exploitation est accordé au titulaire d'un permis spécial par :

- a) une loi provinciale;
- b) le Gouverneur de province lorsqu'il s'agit d'une concession dont la superficie n'excède pas 800 hectares.

S'il s'agit de mines enclavées dans les polygones d'exploitation déjà concédés et dont l'existence a été révélée par la vérification de ces polygones, le permis d'exploitation sera accordé aux mêmes conditions que ceux-ci.

L'autorisation d'exploiter est accordée par le Gouverneur de province au titulaire du permis d'exploitation. Il peut la suspendre ou la retirer. Le Service des Mines sera obligatoirement consulté.

Article 64.

La demande de permis d'exploitation doit être adressée par écrit en 3 exemplaires au conservateur des titres fonciers et lui être remise avant l'expiration du permis spécial.

Elle répondra aux conditions suivantes :

- 1^o elle indiquera les nom, prénoms, qualité et domicile du requérant, ou la raison ou la dénomination sociale et le siège social ou le siège d'opérations de la société requérante, le numéro et la date du permis spécial, la nature des substances à exploiter;
- 2^o elle contiendra un plan en double expédition à l'échelle de 1/10.000, indiquant le tracé du périmètre de la concession demandée, les limites connues du gisement et son allure, les éléments que possède le demandeur sur le cubage et la teneur du gisement;
- 3^o elle indiquera la situation et la superficie de la concession demandée et contiendra la description de ses limites. A cette fin, le demandeur devra y joindre les indications permettant de déterminer les limites de la concession avec une exactitude suffisante pour pouvoir éventuellement rétablir les bornes. Ces indications seront données au moyen de repères constitués par des points fixes du sol aisément reconnaissables. Le Service du Cadastre appréciera si les repères sont suffisants pour situer la concession sur le terrain;
- 4^o elle contiendra une notice exposant l'état d'avancement des travaux de recherches, les caractères géologiques observés, ainsi que la justification de l'étendue demandée en concession.

Le Service des Mines appréciera si les renseignements d'ordre technique fournis par le requérant justifient l'octroi du permis d'exploitation. Il proposera les limites du polygone à concéder et déterminera le type de gisement découvert.

La demande doit être accompagnée du montant de la somme de 9.000,- Fr exigée pour le permis d'exploitation. Si la demande est retirée ou rejetée, la somme versée sera remboursée, déduction faite d'une somme de 3.000,- Fr pour les frais.

Article 65.

La demande aura pour objet un polygone. Ce polygone d'exploitation sera entièrement compris dans les terrains faisant partie des

carrés de recherches accordés par les permis spéciaux ou faisant partie des blocs de recherches accordés en vertu de conventions.

Lorsque plusieurs concessions accordées pour recherches en vertu de permis spéciaux ou de conventions sont contiguës et ont un même titulaire, celui-ci pourra tracer à l'intérieur des terrains réservés à ses recherches un polygone d'exploitation unique et obtenir un seul permis d'exploitation.

Le polygone d'exploitation sera levé avec une précision qui sera déterminée par le Service du Cadastre. Le conservateur pourra exiger que le polygone soit aborné. Ces opérations seront faites par le concessionnaire. La vérification des limites du polygone par le Service du Cadastre avant l'octroi du permis sera faite aux frais du concessionnaire. Le concessionnaire devra entretenir en bon état les bornes dont le placement aura été prescrit. Le Service du Cadastre pourra, aux frais du concessionnaire, rattacher le polygone au canevas géodésique qui recouvre la région, conformément aux prescriptions réglementaires établies.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un gisement ne dépassant pas 800 hectares, et si la dépense qui résulterait du mesurage et de l'abornement du polygone, serait hors de proportion avec la valeur de la découverte, le Gouverneur de province peut accorder le permis d'exploitation sans que la vérification des limites du polygone soit faite par le Service du Cadastre.

Dans ce cas, la concession ne sera accordée que pour un terme de deux ans mais aucune prorogation ne sera consentie et le concessionnaire paiera au concédant une redevance calculée sur la base de l'article 61, c'est-à-dire 10 % de la valeur des produits extraits sur le carreau de la mine.

Seront également comprises dans la catégorie des gisements de minime importance dont il est question au précédent alinéa et seront soumises aux mêmes conditions que ces derniers, les parties ne dépassant pas 800 hectares d'un polygone, qui n'auront pas été couvertes par un permis spécial et dont l'existence sera révélée lors de la vérification des limites du polygone.

Article 66.

Le titulaire d'une concession d'exploitation peut obtenir à l'intérieur du polygone concédé, le droit de rechercher et d'exploiter le gisement d'une substance non prévue au permis d'exploitation. A cet effet, il est dispensé d'occuper le terrain conformément aux articles 22 et 23 et de le couvrir par des permis spéciaux pour la nouvelle substance.

Sous réserve des dispositions de l'article 82ter, le concessionnaire devra introduire une demande de permis d'exploitation, conformément à l'article 64, la nouvelle concession pourra faire l'objet d'un polygone distinct dont l'abornement pourra être exigé conformément à l'article 65.

Si les limites de la nouvelle concession coïncident avec celles de la concession antérieure l'ancien permis d'exploitation sera retiré et remplacé par un nouveau permis ayant pour objet l'ensemble des substances concédées.

Si le nouveau gisement demandé en concession ne s'étend pas à tout le polygone de la mine déjà concédée, le dernier sera divisé de manière qu'une des concessions coïncide avec les limites du nouveau gisement à concéder, l'ancien permis d'exploitation sera annulé et un nouveau permis d'exploitation sera accordé pour chacun des polygones.

Les nouveaux droits concédés prendront fin à la même date que la concession antérieure.

Article 67.

Toute demande de permis d'exploitation est inscrite dans un registre spécial à la date et à l'heure de sa réception.

Il en est délivré récépissé.

Cette inscription a pour effet de proroger la durée du permis spécial jusqu'au moment où il est statué sur la demande.

Article 68.

Le Conservateur des titres fonciers transmet par la voie hiérarchique, au Gouverneur de province, les documents prévus à l'article 64 ainsi qu'un rapport.

En cas d'octroi de la concession, les actes accordant celle-ci seront enregistrés dans les livres miniers tenus par le conservateur des titres fonciers, à l'initiative de l'Administration aux frais du concessionnaire. Un certificat d'enregistrement sera délivré à celui-ci et constituera son titre.

L'octroi du permis d'exploitation ne peut jamais porter préjudice à un droit minier antérieur en date.

L'octroi de ce permis ne confère aucun droit dans les terrains où la recherche des mines est interdite en vertu de l'article 16, 1^o, et de l'article 62, même s'ils se trouvent enclavés dans le polygone d'exploitation.

Article 69.

En cas de contestation au sujet de l'emplacement des limites données aux concessions par les permis d'exploitation il appartiendra aux parties intéressées de saisir les tribunaux.

En cas de modification de l'abornement, mention du jugement passé en force de chose jugée sera portée sur les permis; les plans des concessions seront modifiés conformément au jugement.

Article 70.

Lorsque l'indication de la superficie ou le croquis d'un terrain grevé de droits miniers enregistrés sont reconnus inexacts ou incomplets par un procès-verbal des agents du Cadastre et que la rectification n'est pas de nature à porter atteinte aux droits miniers des voisins, le concessionnaire peut réclamer qu'un nouveau permis soit dressé en remplacement de l'ancien. L'ancien permis est annulé aux livres miniers dans la forme indiquée à l'article 58.

Le nouveau permis, ne différant de l'ancien que quant aux inexactitudes ou omissions relevées, est dressé aux livres miniers et délivré au concessionnaire avec renvoi au folio du permis antérieur et mention de la cause pour laquelle il est délivré.

Le conservateur retient l'ancien permis et le procès-verbal précité et les inscrit à son livre-journal.

Article 71.

Le titulaire d'un permis d'exploitation ne peut le céder soit en propriété, soit en jouissance, sans l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur de province.

Toutefois, en cas d'adjudication publique volontaire ou forcée, la cession sera subordonnée à la ratification écrite du Gouverneur de province.

La cession doit porter sur l'ensemble des droits découlant du permis et être faite en faveur d'un seul concessionnaire.

Article 72.

La cession ou l'apport du permis d'exploitation se fait conformément aux règles prévues par l'article 57, sous réserve des dispositions de l'article 71.

Article 73.

En cas de décès du titulaire d'un permis d'exploitation, les droits dérivant de celui-ci ne peuvent être attribués qu'à un seul héritier ou légataire. La mutation ne s'opère qu'en vertu d'une ordonnance du juge du tribunal de lère Instance de la situation de la concession.

Cette ordonnance est rendue conformément à la procédure établie pour la mutation par décès des propriétés immobilières.

Dans le délai d'un an à dater du décès, les héritiers ou légataires doivent notifier par écrit au conservateur des titres fonciers qu'ils entendent reprendre le permis pour leur compte et désigner celui d'entre eux auquel ils désirent que le permis soit attribué. Dans le même délai, ils doivent notifier au conservateur des titres fonciers la requête introduite par eux auprès du juge du tribunal de lère Instance. S'ils restent en défaut de remplir ces formalités, la concession est considérée comme délaissée.

Toutefois, lorsque tous les héritiers ou légataires ne résident pas dans la République du Congo ou dans un pays limitrophe, le Ministre du Gouvernement Central qui a les titres fonciers et miniers dans ses attributions pourra, soit d'office, soit sur requête d'un héritier ou légataire, proroger le délai fixé à l'alinéa précédent. Cette prorogation sera accordée par arrêté.

Article 74.

Quiconque sollicite soit l'octroi d'un permis d'exploitation en vertu de l'article 63, soit l'autorisation d'acquérir par cession un permis d'exploitation en vertu de l'article 71, s'oblige par là-même :

A.- à payer au Gouvernement Central :

- 1^o les redevances déterminées par les articles 76 et 78;
- 2^o les redevances que le Gouvernement Central pourra établir par des dispositions générales sur les minerais extraits à l'intérieur et exportés hors des limites de l'Etat, sans avoir subi leur traitement mécanique ou métallurgique;
- 3^o le double de toutes sommes revenant au Gouvernement Central du chef de l'une ou de l'autre des deux causes ci-dessus indiquées et qui auraient été dissimulées ou simplement non déclarées, à moins qu'il ne soit établi que le défaut de déclaration provient d'une erreur excusable.

B.- à remettre au Gouvernement Central, s'il fait apport ou transfert de son permis alors que la mine n'est pas encore en exploitation, le tiers de toutes valeurs qu'il recevra à un titre quelconque, et sous quelque forme que ce soit,

mais sous déduction préalable des sommes réellement dépensées et des intérêts à 15 % l'an, sans que ceux-ci puissent, en aucun cas, dépasser 50 % du capital, et à l'exception des titres ou parts bénéficiaires de la société acquéreur, non-représentatifs du capital social.

Toutefois, cette obligation n'existe pas si le transfert d'un permis est opéré par une société par actions assujettie elle-même au paiement des redevances sur les bénéfices envers l'Etat.

C.- à laisser le Gouvernement Central acquérir par préférence, à prix égal, tout ou partie de sa production.

D.- à se conformer à toute mesure que l'Etat devrait établir, dans l'intérêt général, pour restreindre, régulariser ou centraliser la production ou la vente des produits.

Article 75.

Une société par actions ne peut obtenir ni acquérir de permis d'exploitation si ses statuts n'ont pas reçu l'approbation préalable du Ministre du Gouvernement Central ayant les mines dans ses attributions.

Article 76.

Cette approbation sera accordée si les statuts répondent aux conditions suivantes :

- a) la société sera constituée sous le régime de la législation congolaise;
- b) l'objet de la société sera limité à la recherche et à l'exploitation des mines, au traitement des minerais et aux opérations accessoires;
- c) la société ne recherchera et n'exploitera les mines que dans les concessions payant leurs redevances à l'Etat.

Toutefois, elle pourra, avec l'autorisation du pouvoir concédant, constituer des filiales ayant objet la recherche et l'exploitation des mines au Congo. Elle pourra, sous les mêmes conditions, prendre des intérêts dans les sociétés travaillant au Congo.

Dans ces cas, les redevances seront calculées en prenant pour base le capital appelé et diminué du montant des participations prises

dans le capital des filiales ou des autres sociétés visées ci-dessus.

- d) le capital effectivement souscrit devra être proportionné à la réalisation de l'objet social.

Toute augmentation de capital par voie de souscription, de réévaluation de l'actif ou d'incorporation de réserves sera subordonnée à l'approbation du pouvoir concédant.

- e) sans l'assentiment du Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions, la société ne pourra faire aucune émission d'obligations, ni contracter aucune dette dont la charge annuelle excéderait 6 % des sommes effectivement reçues par elle. Cette charge s'entend des intérêts, des primes de remboursement et de tous autres bénéfices accordés soit aux obligations, soit aux banquiers ou autres intermédiaires chargés de l'émission.
- f) un ou deux délégués nommés par le Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions auront sur les opérations de la société tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs ou aux commissaires. L'exercice de ces droits n'engagera cependant ni leur responsabilité personnelle ni celle de l'Etat à quelque titre que ce soit. Ils seront notamment convoqués aux réunions du conseil d'administration, du comité de direction et du collège des commissaires, auront voix consultative, recevront copie des procès-verbaux des séances et de toutes les communications adressées aux administrateurs ou aux commissaires. Les frais de contrôle, dont le montant sera fixé d'accord avec le Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions, seront mis à charge de la société.
- g) chaque année, dans le mois qui suivra l'approbation du bilan par l'assemblée générale, la société paiera à l'Etat, dans les bureaux que celui-ci désignera, une part des bénéfices à distribuer en vertu dudit bilan; cette part sera calculée sur les bases suivantes :

L'Etat recevra une participation égale à :

- 10 % des bénéfices qui ne dépassent pas 3 % du capital social versé en vertu d'appel de fonds;
- 12 % des bénéfices qui excèdent 3 % jusqu'à concurrence de 5 % du capital social;

- 15 % des bénéfices qui excèdent 5 % jusqu'à concurrence de 7 % du capital social;
- 20 % des bénéfices qui excèdent 7 % jusqu'à concurrence de 10% du capital social;
- 25 % des bénéfices qui excèdent 10 % jusqu'à concurrence de 15 % du capital social;
- 40 % des bénéfices qui excèdent 15 % jusqu'à concurrence de 35 % du capital social;
- 50 % des bénéfices qui excèdent 35 % du capital social.

Toutefois, au cours des cinq premiers exercices, la tranche initiale sera calculée de manière que la participation de l'Etat ne dépasse pas 10 % des bénéfices à distribuer, lorsque ceux-ci correspondent, pour les exercices échus, à un dividende récupérable de 5 % au moins, l'an, sur le capital versé en vertu d'appel de fonds.

Les redevances sont réduites à un quart pour le phosphate de chaux.

Toute incorporation de réserves au capital est considérée comme une distribution de bénéfices.

Les tantièmes aux administrateurs et commissaires sont considérés comme des bénéfices distribués. Il en est de même des émoluments des administrateurs et de commissaires, pour la partie qui dépasse respectivement 30.000 francs et 12.000 francs l'an.

Toutefois, ne sont pas considérées comme bénéfices sujets aux redevances :

- 1^o les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration qui exercent effectivement dans la société, par délégation ou par contrat, des fonctions réelles et permanentes;
- 2^o les primes prélevées sur les bénéfices pour être payées aux membres du personnel autres que les administrateurs et commissaires.

Ne sont pas soumises à ces redevances les sommes recueillies par les sociétés, en raison de participations dans d'autres entreprises minières au Congo, pour autant que lesdites sommes aient elles-mêmes été soumises aux redevances.

h) l'Etat pourra revendiquer à tout moment dans les sociétés concessionnaires un droit de vote égal à 50 % des votes attachés aux titres des diverses catégories.

Sont nulles, les clauses des statuts qui soumettent les décisions du conseil d'administration à une majorité autre que la majorité ordinaire dans le cas où l'Etat fait usage du droit de vote prévu ci-dessus ou des droits de vote attachés aux actions qu'il possède en vertu de convention.

- i) l'Etat aura le droit de souscrire 20 % au maximum du capital initial de la société et, s'il a fait usage de ce droit, de toute augmentation de capital, dans la proportion primitive, sans que ces souscriptions puissent avoir pour résultat de porter de ce chef la part de l'Etat à plus de 20 % du capital.
- j) si les bénéfices à distribuer en vertu du bilan n'excèdent pas 7 % du capital social, les administrateurs et commissaires ne pourront recevoir que des allocations fixes dont le montant aura été déterminé par les statuts.
- k) en cas de liquidation de la société, l'Etat a droit sur le reliquat de l'actif après apurement des dettes et remboursement à leur valeur nominale des actions de capital non amorties, à une part calculée sur la même base que sa part dans le bénéfice distribué à chaque exercice.

Article 77.

Une société par actions dont les statuts ne répondent point aux conditions stipulées ci-dessus et qui a obtenu ou acquis un ou plusieurs permis spéciaux de recherches peut demander directement le permis d'exploitation pour une société par actions formée conformément aux stipulations de l'article 76.

Dans ce cas, la demande de permis d'exploitation vaudra comme demande de transfert des droits dérivant du permis spécial pour les terrains faisant l'objet de la demande. La cession fera l'objet d'un acte authentique. Une expédition en sera remise au conservateur des titres fonciers. La mutation sera opérée par l'inscription dans les livres miniers et sera exonérée du paiement des droits prévus à l'article 57.

En vue de permettre l'application de l'article 74 B, la demande de permis d'exploitation contiendra l'indication du prix payé ainsi que la preuve des dépenses faites par le demandeur; faute de ces renseignements, la demande sera irrecevable.

Article 78.

Tout exploitant d'un gisement minier autre qu'une société par actions paiera chaque année à l'Etat une part des ses bénéfices conformément à l'article 76, g), sauf que le pourcentage des bénéfices sera établi sur la base du capital investi.

Le capital investi sera arrêté à la clôture de chaque exercice. Il ne pourra être tenu compte pour le déterminer que :

- 1^o ou bien des sommes réellement déboursées par l'exploitant en travaux de recherches, augmentées des intérêts à 15 % l'an, sans que ces intérêts puissent, en aucun cas, dépasser 50 % du principal, si l'exploitant a obtenu lui-même le permis spécial de recherches; ou bien du prix effectivement payé par lui pour l'acquisition du permis spécial de recherche ou du permis d'exploitation;
- 2^o des sommes réellement déboursées par l'exploitant pour la mise en exploitation de la mine ou l'établissement de l'usine;
- 3^o des sommes nécessaires pour la constitution du fonds de roulement.

L'exploitant devra fournir pleine justification des sommes reprises sous les Nos. 1^o, 2^o et 3^o. Chaque année, lesdites sommes seront réduites à concurrence des amortissements normaux prévus au paragraphe suivant.

Les bénéfices s'entendent du produit de l'exploitation (extraction, traitement des minerais et opérations accessoires), déduction faite des frais d'exploitation, des frais généraux et des amortissements normaux.

Dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel, l'exploitant adressera au conservateur des titres fonciers son bilan et une déclaration énonçant le montant de ses bénéfices.

Le Ministre du Gouvernement Central, qui a les mines dans ses attributions arrête le modèle des livres que l'exploitant devra tenir régulièrement et les documents qu'il devra produire pour permettre de constater et de vérifier la quantité et la valeur des produits extraits, la somme des capitaux consacrés à la mise en exploitation de la mine et à l'établissement de l'usine, les dépenses et les recettes d'exploitation.

L'exploitant devra toujours mettre ses livres à la disposition des agents de l'Etat chargés de vérifier l'exactitude des déclarations et bilans remis par lui.

La part de bénéfices revenant à l'Etat sera payée dans les bureaux que celui-ci désignera avant l'expiration des deux mois suivant signification du montant.

L'Etat pourra, à la demande dûment motivée de l'exploitant, remplacer les redevances prévues ci-dessus, par une redevance de 10 % de la valeur des produits extraits sur le carreau de la mine.

Article 79.

L'exploitant, autre qu'une société par actions, qui fait cession ou apport de sa concession, établit un bilan de clôture conformément aux règles énoncées à l'article précédent et y porte le prix obtenu et toutes valeurs qu'il aurait reçues.

Le solde créditeur est partagé entre l'exploitant et l'Etat sur les mêmes bases que les bénéfices annuels.

Le bilan doit être communiqué au conservateur des titres fonciers dans les six mois qui suivent la cession ou l'apport de la concession; le paiement des redevances doit être effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la notification des sommes à payer.

Article 80.

Toutes sommes dues au pouvoir concédant par un titulaire de permis de recherches ou d'exploitation en vertu du présent décret-loi porteront de plein droit un intérêt de 6 % l'an à partir du jour où elles sont exigibles.

Pour le paiement de ces sommes, le pouvoir concédant jouira d'un privilège sur les minéraux provenant de la mine.

Article 81.

Les administrateurs et gérants de sociétés sont solidairement responsables envers l'Etat des pénalités déterminées par l'article 74 a, 3^e, et des dommages-intérêts éventuels, à moins qu'ils ne prouvent qu'aucune faute ne leur est imputable.

Article 82.

1^o les termes gisements superficiels et gisements de profondeur employés ci-après sont définis comme suit :

a) gisements superficiels :

- les gîtes alluvionnaires et éluvionnaires superficiels exploités à ciel ouvert, à l'exclusion des gîtes alluvionnaires des rivières navigables ou flottables.

b) gisements de profondeur :

- tous les autres gîtes, y compris les gîtes alluvionnaires des rivières navigables ou flottables.

Le permis d'exploitation confère au titulaire le droit d'exploiter la mine qui se projette verticalement en surface et en profondeur à l'intérieur du périmètre d'exploitation.

La concession s'étend au lit de tous les cours d'eau ainsi qu'à la bande de 10 mètres de large qui est attribuée au domaine public à partir du niveau le plus élevé qu'atteignent les cours d'eau navigables ou flottables dans leurs crues périodiques normales.

2^o La durée du permis d'exploitation est de 30 ans lorsqu'il s'agit de gisements superficiels et de 50 ans lorsqu'il s'agit de gisements de profondeur.

Toutefois, s'il est établi qu'il existe, dans les limites d'un permis relatif à des gisements superficiels, des indices de gisement de profondeur, le titulaire aura un droit de priorité pour obtenir un nouveau permis d'une durée de 50 ans, à condition qu'il se déclare prêt à entamer immédiatement les travaux de prospection nécessaires à sa mise en valeur.

3^o La durée du permis d'exploitation sera prorogée de plein droit s'il est satisfait simultanément aux conditions suivantes :

- a) si la durée s'avère insuffisante pour épuiser le gisement, eu égard à la reproduction normale et aux réserves existantes;
- b) si les travaux d'exploitation et de prospection ont été généralement conduits d'une façon rationnelle;

- c) si le concessionnaire dispose des moyens qui lui permettent d'utiliser au mieux la main-d'oeuvre et les ressources des gisements;
- d) si son organisation est conforme à la législation sociale en vigueur.

La prorogation sera respectivement de 30 ans ou de 40 ans suivant qu'il s'agit d'une concession de gisements superficiels ou de gisements de profondeur.

La prorogation sera accordée par une loi provinciale, au moins 5 ans avant l'expiration du permis, à la requête du concessionnaire. Celle-ci devra être introduite auprès du conservateur des titres fonciers, elle ne pourra l'être qu'après expiration de la première moitié de la durée initiale du permis.

Si l'avis du Service des Mines n'est pas favorable à la requête, le concessionnaire en sera informé sans retard. Il pourra faire valoir ses objections, et notamment toute cause de force majeure.

Le refus définitif de toute prorogation sera prononcé par le Gouverneur de province, après avis du Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions.

Article 82 bis.

Le permis d'exploitation confère, en outre, au titulaire, les droits suivants :

- 1^o le droit d'effectuer le traitement des minerais;
- 2^o le droit d'occuper les terrains situés à l'intérieur du périmètre d'exploitation, dans la mesure nécessaire à l'exploitation des mines et au traitement des minerais;
- 3^o le droit d'utiliser, à l'intérieur du périmètre de la mine concédée, l'eau des cours d'eau non navigables ni flottables, dans la mesure nécessaire à l'exploitation des mines et au traitement des minerais; toutefois, le concessionnaire de la mine ne peut utiliser la force motrice des cours d'eau sans avoir obtenu une concession spéciale à cet effet;
- 4^o le droit de faire usage des terrains situés hors du périmètre de la mine concédée aux fins d'établir les voies de transport ou de communication et les conduites d'eau nécessaires aux mines et aux usines de traitement.

- 5^o le droit de rechercher à l'intérieur du polygone dénoncé tous les gisements de substances autres que celles faisant l'objet du permis d'exploitation; ce droit de recherche bénéficie des avantages énumérés à l'article 54.
- 6^o moyennant l'autorisation du conservateur des titres fonciers, le droit éventuel de disposer, en exonération de la redevance prévue à l'article 61, dernier alinéa, du produit des recherches, recueilli à l'intérieur du polygone concédé.

Article 82 ter.

Le permis d'exploitation confère encore à son titulaire, le droit d'exploiter non seulement la substance inscrite dans le permis mais encore la ou les substances associées découvertes ultérieurement dans le polygone.

Par substances associées, il faut entendre la ou les substances trop intimement incorporées ou agglomérées de par leur nature à la ou les substances concédées pour être extraites séparément.

La concession de la ou les substances associées fera l'objet d'une demande justifiée, établie en trois exemplaires; elle sera inscrite dans le registre spécial prévu à l'article 67; il en sera délivré récépissé.

Si, sur avis favorable du Service des Mines, la demande est jugée recevable et fondée, le conservateur des titres fonciers, par dérogation aux prescriptions de l'article 66, mentionnera la concession de la ou les substances associées dans le permis d'exploitation et dans le certificat d'enregistrement; cette mention sera datée et signée.

Article 83.

Le droit d'exploiter la mine en vertu de l'article 82 constitue un droit réel.

Le droit d'occuper les terrains de la surface en vertu des 2^o et 4 de l'article 82bis constitue une servitude légale d'intérêt public. Elle pourra néanmoins être enregistrée aux livres fonciers lorsque l'occupation s'exerce sur les terres déjà enregistrées.

D'autres servitudes peuvent être établies par le fait de l'homme au profit de la mine.

Les droits repris à l'article 82 sous le 1^o dernier alinéa ne pourront être exercés sans l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur de province ou son délégué, dans le lit des cours d'eau navigables ou flottables, ni dans la bande de 10 mètres de large qui est attribuée au domaine public le long de ces cours d'eau. L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés. Les autorités pourront toujours imposer au concessionnaire les règles qu'il devra suivre pour exécuter des travaux dans le lit des cours d'eau navigables ou flottables.

Article 84.

Les droits repris à l'article 82bis sous les 2^o et 4^o ne peuvent être exercés dans les terrains repris à l'article 16, 2^o sans l'autorisation des autorités; dans les terrains repris à l'article 16, 3^o sans l'assentiment des ayants droit et, à défaut de cet assentiment, sans l'autorisation donnée par les autorités conformément à l'article 16.

Article 85.

Toute responsabilité dérivant du fait de l'occupation des terrains incombe au concessionnaire.

Article 86.

L'autorisation d'occuper ces terrains ne confère pas au concessionnaire de la mine le droit d'empêcher l'exécution de travaux d'utilité publique ou l'exploitation de carrières pour fournir les matériaux nécessaires à ces travaux. Le concessionnaire a droit à la réparation des dommages subis.

Article 87.

L'occupation des terrains prévue à l'article 82bis donnera lieu aux indemnités suivantes :

- 1^o quant aux terrains appartenant à l'Etat et non occupés ni grevés de droits au profit de tiers, le concessionnaire de la mine paiera annuellement une redevance conforme au tarif établi pour la vente et la location des terres qui sera en vigueur au moment de l'occupation;
- 2^o quant aux terrains appartenant à l'Etat et occupés ou grevés de droits au profit de tiers, de même que pour les terrains appartenant à des tiers, le concessionnaire paiera aux ayants droit les indemnités correspondant au dommage. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur l'indemnité à payer, celle-ci est déterminée par les tribunaux, sans que, durant l'instance, l'exploitant puisse être obligé à suspendre ses travaux;
- 3^o quant aux terres occupées par les indigènes, l'indemnité est égale au dommage et fixée comme il est dit à l'article 19;
- 4^o lorsque l'occupation des terrains repris au 2^o et au 4^o de l'article 82bis prive le propriétaire ou l'occupant de la jouissance du sol au delà d'une année, ou lorsqu'après les travaux, les terrains ne sont plus propres à l'usage auquel ils étaient destinés, le propriétaire du sol peut exiger de l'exploitant, l'acquisition des terrains comme il est dit à l'article 20.

Article 88.

Le titulaire d'un permis d'exploitation est de plein droit tenu de réparer les dommages causés par les travaux, même autorisés, qu'il exécute pour l'exploitation de sa mine.

Il pourra être tenu de fournir un cautionnement en vue d'assurer le paiement de toutes indemnités si ces travaux sont de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé et s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle.

Les tribunaux seront juges de la nécessité de ce cautionnement et en fixeront la nature et le montant.

En cas de mutation de la concession, la responsabilité des dommages provenant des travaux déjà faits au moment du transfert, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau concessionnaire.

Article 89.

En cas de perte ou de destruction du permis d'exploitation, un nouveau permis pourra être remis au concessionnaire conformément aux règles établies par l'article 58.

Article 89 bis.

Par dérogation aux dispositions de l'article 63, les personnes physiques de nationalité congolaise peuvent obtenir directement, sans passer par les stades du permis général et du permis spécial de recherches, un permis d'exploitation particulier dénommé "permis d'exploitation artisanale".

Ce permis ne peut être accordé que pour une ou plusieurs des substances suivantes : l'or, le diamant, la cassitérite, la wolframite, la colombo-tantalite et les substances associées.

Il n'autorise à exploiter que des gisements superficiels au sens de l'article 82.

Le droit d'exploitation qu'il confère ne constitue pas un droit réel.

Article 89 ter.

La demande de permis d'exploitation artisanale est adressée au Gouverneur de province.

Elle a pour objet un ou plusieurs polygones dont la superficie totale ne peut dépasser 800 hectares.

Article 89 quater.

Les agents du Service des Mines procèdent à une enquête sur place.

A l'issue de cette enquête, ils établissent un procès-verbal contenant :

- a) un avis motivé quant à l'existence du gisement dénoncé dans la demande;
- b) l'indication des substances qui peuvent être concédées;
- c) une appréciation des capacités professionnelles possédées par le requérant.

Article 89 quinquier.

Le permis d'exploitation artisanale est accordé par le Gouverneur de province. La délivrance est soumise au paiement d'une taxe de mille francs. Il ne peut porter sur des polygones situés à moins de dix kilomètres d'un polygone d'exploitation industrielle concédé antérieurement. A titre exceptionnel et moyennant l'avis conforme du Service des Mines, le Gouverneur de province pourra néanmoins accorder des permis sur des polygones ne répondant pas à cette condition de distance.

L'octroi du permis ne peut en aucun cas porter atteinte à des droits miniers concédés antérieurement.

Article 89 sexier.

Le permis d'exploitation artisanale est valable pendant cinq ans, à compter de sa date.

Il peut être renouvelé deux fois, pour une durée de cinq ans chaque fois.

Il peut être retiré si les travaux ne sont pas commencés ou poursuivis, et si le titulaire ne remplit pas ses obligations.

Article 89 septier.

Le titulaire d'un permis d'exploitation artisanale est tenu de payer une redevance égale à 5 pour cent de la valeur des produits extraits sur le carreau de la mine.

Article 89 octier.

Les dispositions formant les articles 69, 71 et 80 du présent décret-loi sont applicables aux exploitations artisanales.

PARAGR. 4-bis ou permis d'exploitation artisanale

PARAGR. 5. - De la déchéance et de l'expiration de la concession

Article 90.

Le Gouverneur de province peut faire prononcer par les cours et tribunaux la déchéance contre le titulaire du permis d'exploitation dans les cas suivants :

- 1^o) Si les travaux pour la mise en exploitation de la mine n'ont pas été commencés dans les trois ans à dater de la délivrance du permis;
- 2^o) s'ils cessent d'être régulièrement poursuivis pendant la même durée;
- 3^o) si la mine n'est pas mise en exploitation régulière dans les dix ans à dater de la délivrance du permis;
- 4^o) si l'exploitation a été abandonnée depuis trois ans au moins.

La déchéance n'est pas encourue si le titulaire prouve qu'il a été arrêté par l'absence de toutes voies de communication ou par une autre cause de force majeure qui ne lui est pas imputable;

- 5^o) en cas d'inexécution totale ou partielle des obligations du titulaire du permis ou d'atteinte frauduleusement portée par lui aux droits de l'Etat.

La déchéance peut aussi être encourue s'il est constaté que l'exploitation n'est pas faite suivant les règles de l'art et la meilleure utilisation du gisement, qu'il y a mauvais emploi de la main-d'oeuvre et que les intérêts sociaux des travailleurs ne sont pas sauvegardés.

Le concessionnaire disposera toutefois d'un délai de six mois pour se conformer aux instructions du Service des Mines.

Le Gouverneur de Province peut prendre d'urgence, aux frais du concessionnaire, toute mesure nécessaire - y compris la suspension des travaux - pour parer à tout danger menaçant la sécurité des travailleurs, ainsi qu'à toute opération compromettant gravement l'avenir de l'exploitation.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les concessions converties à ce jour, même si elles dérogent aux conventions qui les ont accordées.

Article 91.

Le permis d'exploitation retiré en vertu de l'art. 90, les installations et le matériel immobilisé sont mis en adjudication par les soins du Gouvernement Provincial dans la forme des ventes sur saisie immobilière. Le titulaire du permis déchu ne peut participer à l'adjudication.

L'adjudication doit être approuvée par le Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions.

Sur le produit de la vente, l'Etat prélève par privilège tout ce qui lui est dû, à quelque titre que ce soit, jusqu'au jour de la déchéance et tous les frais de conservation qu'il a faits jusqu'au jour de l'approbation de l'adjudication.

L'adjudicataire se trouve subrogé dans tous les droits du titulaire déchu et ainsi soumis à toutes les dispositions du présent décret-loi.

A défaut d'adjudicataire, l'Etat retient la mine, les installations et le matériel.

Article 92.

Le titulaire d'un permis d'exploitation peut obtenir l'annulation de son permis pour tout ou partie de sa concession.

L'annulation est accordée par le Conservateur des Titres Fonciers après paiement des sommes dues à l'Etat et justification que ses droits sont quittes et libres de toute charge réelle au profit des tiers.

La renonciation ne le décharge pas des obligations qui lui sont imposées par l'article 88. Avant d'obtenir la renonciation, il pourra être tenu de fournir un cautionnement conformément à l'article 88.

Il ne peut enlever ses installations et son matériel qu'après avoir fourni le cautionnement exigé et s'être soumis à toutes les mesures de sécurité que l'Etat jugera nécessaire.

En cas de renonciation totale ou partielle, le Conservateur des Titres Fonciers se fait remettre le permis délivré au Concessionnaire et annule de même le permis dans les livres. En cas d'annulation partielle, un nouveau permis est dressé dans les livres et délivré conformément aux dispositions de l'art. 70.

Article 93.

L'Etat aura le droit de racheter la mine et toutes ses dépendances, à charge d'indemniser le concessionnaire à dire d'experts, à l'expiration de la 20ème ou de la 40ème année à dater de l'octroi du permis d'exploitation, suivant qu'il s'agit de gisements superficiels ou de gisements de profondeur.

Toutefois, pour les permis concédés avant le 1er septembre 1949, ce droit de rachat ne pourra être exercé qu'à l'expiration de la 50ème année à dater de l'octroi du permis d'exploitation.

Le rachat ne pourra, sans le consentement des concessionnaires, porter sur une partie seulement des droits et biens auxquels s'applique le permis d'exploitation.

Pour la nomination des experts, la fixation, la consignation et le paiement de l'indemnité, ainsi que l'envoi en possession, il sera procédé comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La décision de racheter la concession sera signifiée par le Gouverneur de Province.

Le rachat sera fait par acte authentique. Celui-ci pourra être passé par le Conservateur des Titres Fonciers.

Article 94.

Un contrat sera conclu entre l'Etat et le concessionnaire au moins cinq ans avant l'expiration de la concession, en vue de prévoir les mesures nécessaires pour que les travaux préparatoires, d'exploitation, d'entretien et de prospection soient poursuivis jusqu'au terme de la concession dans l'intérêt bien compris de la mine. Ce contrat déterminera la part des frais incombant à l'Etat.

A l'expiration de la concession :

- a) l'Etat sera subrogé à tous les droits du titulaire du permis d'exploitation et entrera en possession des mines et des installations servant directement ou indirectement à l'extraction et de celles qui servent à la préparation mécanique des minerais. Toutes les installations doivent être en ordre de marche.

L'Etat recevra contre paiement, à dire d'experts, des approvisionnements en pièces de rechange et matériel suffisants pour assurer la continuation des affaires;

- b) le concessionnaire remettra à l'Etat les usines de broyage, de concentration de minerais ou de toute autre transformation de produits extraits, dans la mesure où elles sont nécessaires pour rendre ces produits vendables;
- c) l'Etat recevra les plans et études relatifs à l'exploitation de la mine et aux installations qui lui sont remises;
- d) l'Etat pourra exiger que le concessionnaire lui remette les carnets de commandes et les contrats en cours;
- e) l'Etat aura la faculté d'acheter toutes les autres usines dépendant de la mine pour un prix qui sera fixé à dire d'experts.

Article 95.

Les livres miniers et les permis délivrés par le Conservateur des Titres Fonciers font foi en justice jusqu'à preuve littérale contraire.

Le Conservateur des Titres Fonciers est chargé d'exercer en matière d'hypothèque des mines les mêmes fonctions qu'en matière d'hypothèque des terres.

CHAPITRE III

Du permis de traitement

Article 96.

Celui qui se propose de faire seulement le traitement des substances visées à l'article 2 doit être muni d'un permis de traitement.

Article 97.

Le permis de traitement confère au titulaire le droit de traiter les minéraux concessibles extraits des mines concédées par le Gouvernement.

Article 98.

La demande est adressée par écrit au Conservateur des Titres fonciers et transmise par la voie hiérarchique au Gouverneur de Province. Elle fait connaître l'identité et le domicile ou le siège social du requérant, la nature des substances à traiter, les opérations de traitement envisagées, les installations projetées ainsi que l'emplacement et l'étendue des terrains à occuper pour l'établissement des usines.

Le permis est délivré par le Gouverneur de Province. La demande doit être accompagnée du montant de la somme de 9.000 fr., exigée pour le permis de traitement. Si la demande est retirée ou rejetée, la somme versée sera remboursée, déduction faite de la somme de 3000francs pour les frais.

Article 99.

Quiconque sollicite soit l'octroi d'un permis de traitement, soit l'autorisation d'acquérir ce permis, s'oblige par là-même :

- A) - 1^o) à payer à l'Etat les redevances prévues par l'article 76;
- 2^o) à payer le double des sommes revenant de ce chef à l'Etat et qui auraient été dissimulées ou simplement non déclarées, à moins qu'il ne soit établi que le défaut de déclaration provient d'une erreur excusable.

- B) - à remettre à l'Etat, s'il fait apport ou transfert de son permis, alors que l'usine de traitement n'est pas encore en exploitation, le tiers de toutes les valeurs qu'il recevra à un titre quelconque et sous quelque forme que ce soit, mais sous déduction préalable des sommes réelles dépensées, à l'exception des titres ou parts bénéficiaires de la société acquéreur, non représentatifs du capital social.

Toutefois, cette obligation n'existe pas si le transfert du permis est opéré par une société par actions assujettie elle-même au paiement sur les bénéfices envers l'Etat.

- C) à laisser le Gouvernement central acquérir par préférence, à prix égal, la totalité ou une partie de sa production.
- D) à se conformer à toute mesure que l'Etat devrait établir dans l'intérêt général pour restreindre, régulariser ou centraliser la production ou la vente des produits.

Article 100.

Une société par actions ne peut obtenir ni acquérir de permis de traitement si ses statuts n'ont pas reçu l'approbation préalable du Ministre du Gouvernement Central qui a les mines dans ses attributions.

Article 101.

Cette approbation est accordée si les statuts répondent aux conditions énoncées par l'article 76.

Toutefois, la disposition de l'article 76, littera b, est remplacée par la disposition suivante :

L'objet de la société est limité au traitement des minerais provenant des mines concédées par le Gouvernement ainsi qu'aux opérations accessoires.

L'article 76, litteras c, al. 2 et alinéa final, ne sont pas applicables.

Article 102.

Tout titulaire d'un permis de traitement autre qu'une société par actions paiera chaque année à l'Etat la part de bénéfice déterminée par l'article précédent. Cette part est établie sur la base du capital investi.

Il ne peut être tenu compte, pour déterminer le capital investi, que du prix payé pour l'établissement des usines ou leur acquisition ainsi que des sommes nécessaires pour la constitution du fonds de roulement. La quantité de ces dernières est fixée d'accord avec l'Etat.

Le titulaire du permis doit fournir justification des sommes dépensées pour l'établissement des usines de traitement ou leur acquisition : chaque année, ces sommes sont réduites à concurrence des amortissements prévus au paragraphe suivant.

Les bénéfices s'entendent du produit du traitement des minerais, déduction faite des frais généraux et des amortissements normaux.

Les dispositions de l'art. 78, alinéas 9 et suivants sont applicables.

Article 103.

Le titulaire du permis ne peut le céder sans l'autorisation écrite et préalable du Gouverneur de Province. En cas d'adjudication publique volontaire ou forcée, la cession est subordonnée à la ratification écrite du Gouverneur de Province.

La cession doit être faite en faveur d'un seul concessionnaire.

Toute cession fait l'objet d'un acte authentique.

Une expédition en est remise au Conservateur des Titres Fonciers.

La demande de cession indique le prix à payer ainsi que la justification des dépenses faites par le cédant. Faute de ces renseignements, la demande est irrecevable.

Article 104.

Le titulaire d'un permis de traitement est soumis aux dispositions de l'article 73.

Article 105.

La cession ou l'apport du permis de traitement n'est pas assujettie à la redevance de 6% prévue par l'art. 57.

Article 106.

Les articles 80, 81 et 90, 5^o sont applicables.

T I T R E I I I

Dispositions générales

CHAPITRE I

Inspection des Mines

Article 107.

Tout concessionnaire du droit d'exploiter une mine doit tenir à jour pour chaque centre d'exploitation :

- 1°) un plan des travaux dont l'échelle sera déterminée par l'Inspection des mines;
- 2°) un registre d'avancement des travaux;
- 3°) un registre indiquant les quantités de minerais extraits.

Article 108.

Les fonctionnaires chargés de l'inspection des mines peuvent visiter en tout temps les travaux de recherche et d'exploitation. Ils peuvent prendre connaissance et copie sur place de tous documents y relatifs. Ils ont le droit d'exiger tous les renseignements minéralogiques et géologiques recueillis par les exploitants. Ils peuvent exiger la remise d'échantillons et en prélever.

CHAPITRE I I

Sanctions pénales

Article 109.

Quiconque aura frauduleusement ou méchamment :

- 1°) porté une fausse indication sur un poteau-signal;
- 2°) placé, déplacé, ou dégradé un poteau, un poteau-signal ou une borne;
- 3°) fait une fausse déclaration ou fait usage de documents qu'il savait faux ou erronés en vue, soit d'obtenir ou de faire obtenir une concession minière, soit d'empêcher autrui d'en obtenir ou d'en exploiter, sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans ou d'une amende de 500 francs à 5.000 francs ou d'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal peut, en outre, prononcer :

- a) l'annulation des permis généraux et spéciaux de recherches à propos desquels l'infraction a été commise;
- b) la déchéance temporaire du droit d'obtenir de nouveaux permis généraux ou spéciaux de recherches. Cette déchéance éventuelle ne dépassera pas une durée de cinq ans.

Article 110.

Quiconque se livre à des travaux de recherches ou d'exploitation des mines dans les cas où ils ne sont pas autorisés conformément au présent décret-loi, est puni d'une amende de 500 à 5.000 francs sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Quiconque met obstacle à l'inspection des mines telle qu'elle est prévue par le présent décret-loi ou par les arrêtés d'exécution, et puni d'une amende de 50 à 1.000 francs.

CHAPITRE III

Mesures d'exécution

Article 111.

Le Ministre du Gouvernement Central ayant les Titres Fonciers et Miniers dans ses attributions, règle la forme des registres à tenir, les mentions qu'ils doivent contenir, le mode de communication aux parties intéressées et détermine quelles copies doivent être régulièrement transmises au Gouvernement Central et aux autorités Provinciales.

Les permis spéciaux et leurs renouvellements seront publiés par extraits au Moniteur Congolais.

TITRE IV

Abrogation

Article 112.

Le décret du 24 septembre 1937 portant législation générale sur les mines, tel qu'il a été modifié à ce jour, est abrogé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :
Joseph KASA-VUBU

Fait à Léopoldville, le

1964.

LE PREMIER MINISTRE
M. TSHOMBE

LE MINISTRE DES TERRES, MINES ET ENERGIE
A. KISHWE